

6° spreekt zich uit over de bijzondere situaties die in verband staan met de toepassing van dit besluit.

Er wordt voor elke onderstaande zone een zonecommissie in het leven geroepen :

Zone 1 : Provincie Waals-Brabant en Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Zone 2 : Provincie Henegouwen;

Zone 3 : Provincie Luik;

Zone 4 : Provincies Namen en Luxemburg;

Zone 5 : Officiële inrichtingen van confessionele aard.

1° Elke zonecommissie maakt haar huishoudelijk reglement op, dat ze de Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van het officieel gesubsidieerd onderwijs behoren, ter goedkeuring voorlegt.

Het huishoudelijk reglement bepaalt inz. de samenstelling en de werking van de commissie.

2° De zonecommissies voor reëffectatie hebben als opdracht :

— de ter beschikking gestelde personeelsleden te reëffecteren in elke binnen de zone gelegen inrichting;

— de ter beschikking gestelde personeelsleden voorlopig in dienst terug te roepen volgens de in artikel 12 vermelde regels.

3° In geen geval mogen de zonecommissies opvoedkundige bedenkingen uitbrengen.

Op hun verzoek en vóór de vergaderingen verkrijgen ze de administratieve documenten die het hun mogelijk maken met kennis van zaken zitting te hebben en inz. het bestaan van vacante betrekkingen na te gaan.

HOOFDSTUK VII. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 18. Voor het schooljaar 1995-1996 is de uiterste datum van 30 juni 1995, bedoeld in artikel 19, niet van toepassing.

Art. 19. De inrichtende macht die een tijdelijk personeelslid werft of in dienst houdt in een betrekking toegewezen door reëffectatie of voorlopige terugroeping in dienst, verliest het voordeel van de weddetoelage, toegekend aan dit tijdelijk personeelslid

De weddetoelage wordt 10 dagen na de aanvaarding van de door de zonecommissies of de centrale commissie voor reëffectatie aangeboden betrekking niet meer toegekend.

Art. 20. Voor de personeelscategorieën, bedoeld in artikel 1, 4° wordt het koninklijk besluit dd. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs opgeheven wat de niveaus en de onderwijsvormen bedoeld bij dit besluit betreft.

Art. 21. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 22. Dit besluit treedt op 1 september 1995 in werking.

Brussel, 28 augustus 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE

F. 95 - 3001

[S - C - 29553]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets du 22 décembre 1994 et du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 30 avril 1970;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royales dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royales, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux Pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent :

1° aux Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés;

2° aux emplois subventionnables de ces établissements;

3° aux membres du personnel subventionné de ces établissements qui exercent une fonction principale à prestations complètes ou incomplètes et qui sont engagés à titre définitif sauf pour ce qui est précisé à l'article 9, § 1er, 2°;

4° aux catégories :

- du personnel directeur et enseignant;
- du personnel auxiliaire d'éducation;
- du personnel psychologique;
- du personnel social;
- du personnel paramédical.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

§ 1er. Mesures préalables à la mise en disponibilité : toutes mesures telles que précisées à l'article 9 et qui ont pour effet d'éviter une mise en disponibilité chez un membre du personnel engagé à titre définitif.

§ 2. Mise en disponibilité :

— la mise en disponibilité par défaut total d'emploi résultant de la suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou incomplètes;

— la mise en perte partielle de charge résultant d'une diminution du nombre de périodes au sein de la charge exercée par un membre du personnel.

Lorsque le terme "mise en disponibilité" est utilisé sans autre précision, il couvre les deux situations précitées.

§ 3. Réaffectation : le rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité dans un emploi définitivement vacant de la même fonction, telle que définie aux articles 3 à 6; si le rappel en service s'effectue dans un emploi temporairement vacant, la réaffectation est dite temporaire.

Par dérogation à l'alinéa 1er, est assimilée à une réaffectation dans l'enseignement secondaire la situation visée aux articles 19 et 20 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 pris en exécution du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

§ 4. Remise au travail : sans préjudice de la disposition inscrite à l'article 14, §§ 2 et 3, la remise au travail est le rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité, dans un emploi d'une fonction autre que celle qui répond à la définition de même fonction au sens des articles 3 à 6, qui fait partie de la même catégorie et pour l'exercice de laquelle le membre du personnel mis en disponibilité :

- 1° soit possède le titre requis;
- 2° soit a été engagé à titre définitif.

Il faut de plus qu'il ait exercé cette fonction durant une période ininterrompue de 6 mois au moins dans le courant des 5 années scolaires qui précèdent le moment de sa plus récente mise en disponibilité.

§ 5. Rappel provisoire en service :

1° Rappel en service d'un membre du personnel dans un emploi d'une fonction de la même catégorie autre que celle qui répond à la définition de "même fonction" au sens défini aux articles 3 à 6, et pour l'exercice de laquelle le membre du personnel ne possède pas le titre requis;

2° rappel en service d'un membre du personnel dans un emploi d'une fonction d'une autre catégorie pour l'exercice de laquelle le membre du personnel possède le titre requis.

§ 6. Emploi vacant : l'emploi qui répond à l'une des définitions suivantes :

1° emploi définitivement vacant, tout emploi qui n'est pas attribué à un membre du personnel engagé à titre définitif, qui est admissible au régime des subventions et pour lequel une demande de subvention-traitement a été introduite;

2° emploi temporairement vacant, tout emploi dont le titulaire est un membre du personnel engagé à titre définitif, momentanément éloigné du service pour une durée de dix jours ouvrables au moins, ou tout emploi créé pour une durée limitée à la fin de l'année scolaire.

§ 7. Fonction : toute occupation subventionnable à prestations complètes ou incomplètes exercée au sein d'un établissement scolaire par un membre du personnel appartenant à l'une des catégories reprises à l'article 1er, § 1er, 4°.

En ce qui concerne le personnel enseignant, l'exercice de cette occupation peut s'effectuer dans une ou plusieurs disciplines d'enseignement dénommées branches.

Art. 3. § 1er. Pour l'application des articles 9 à 13, on entend par même fonction dans l'enseignement secondaire, en tenant compte de la distinction entre l'enseignement ordinaire de plein exercice, l'enseignement spécial et l'enseignement à horaire réduit :

1° la fonction, telle que précisée :

— par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

— par l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

— par l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 30 avril 1970;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royales dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royales, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

2° en ce qui concerne la catégorie du personnel directeur et enseignant :

a) toute fonction, ou toute branche faisant partie d'une fonction, pour l'exercice ou pour l'enseignement de laquelle le membre du personnel est engagé à titre définitif, et pour autant :

— qu'il exerce cette fonction ou enseigne cette branche;

— ou qu'il l'ait enseignée ou exercée durant une période ininterrompue d'une durée de 6 mois au moins au cours des cinq années scolaires qui précèdent le moment où il est fait application de cette disposition.

Pour l'application de la présente disposition, une distinction est opérée entre l'enseignement professionnel et les autres formes d'enseignement quand le membre du personnel a été nommé à cette fonction sur base d'un des titres repris à l'article 11, B point 1 "dispositions particulières aux écoles et cours professionnels secondaires inférieurs" et D "dispositions particulières aux écoles et cours professionnels secondaires supérieurs et secondaires complémentaires" de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale.

Pour l'application de la présente disposition une distinction est opérée également entre les cours de religion et de morale non confessionnelle et les autres cours.

Dans ce cas, les Pouvoirs organisateurs ne sont pas tenus d'attribuer, ni le membre du personnel d'accepter une extension du nombre de périodes lui attribuées initialement en religion ou en morale non confessionnelle. Il doit néanmoins être procédé à l'extension en cas d'accord entre les parties;

b) toute fonction ou toute branche pour l'exercice ou l'enseignement de laquelle le membre du personnel est porteur du titre requis.

Toutefois, cette disposition n'est pas d'application pour l'attribution des cours de religion et de morale non confessionnelle.

Elle n'est pas d'application non plus dans les établissements d'enseignement non confessionnel pour l'attribution d'une autre fonction aux titulaires des fonctions de professeur de religion ou de morale non confessionnelle;

3° pour l'application des articles 9 à 13, la notion de même fonction implique par ailleurs qu'il s'agisse d'une fonction :

— appartenant à la même catégorie : personnel directeur et enseignant; personnel auxiliaire d'éducation; personnel social; personnel paramédical; personnel psychologique;

— de même nature : fonction de recrutement; fonction de sélection; fonction de promotion;

— appartenant, en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant uniquement, au même niveau d'enseignement (secondaire inférieur, secondaire supérieur) à l'exception des professeurs de langues anciennes porteurs du titre requis;

— procurant une rémunération au moins égale à la rémunération de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge même si les prestations requises pour former des fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

§ 2. Pour l'application des articles 9 à 13, on entend également par même fonction dans l'enseignement supérieur de type court :

1° La fonction telle que précisée :

— dans l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

2° en ce qui concerne la catégorie du personnel directeur et enseignant, il y a lieu d'entendre également par même fonction toute branche ou toute fonction située au même niveau d'enseignement (enseignement supérieur de type court), pour lesquels le membre du personnel est engagé à titre définitif et pour autant :

— qu'il enseigne cette branche ou exerce cette fonction;

— ou qu'il l'ait enseignée ou exercée durant une période ininterrompue d'une durée de 6 mois au moins au cours des cinq années scolaires qui précèdent le moment où il est fait application de cette disposition;

3° pour l'application des articles 9 à 13, la notion de même fonction implique par ailleurs qu'il s'agisse d'une fonction :

— appartenant à la même catégorie : personnel directeur et enseignant, personnel auxiliaire d'éducation;

— de même nature : fonction de recrutement; fonction de sélection; fonction de promotion;

— appartenant, en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant uniquement, au même niveau d'enseignement : supérieur de type court;

— procurant une rémunération au moins égale à la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge même si les prestations requises pour former des fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

Art. 4. § 1er. Par dérogation aux dispositions précisées à l'article 3, les fonctions de sélection organisées dans une école d'application qui perd cette qualité à la suite d'une modification de structure sont assimilées à des fonctions de recrutement.

§ 2. Les fonctions de sélection dans l'enseignement normal moyen et dans l'enseignement normal technique sont classées en fonctions de recrutement.

Art. 5. § 1er. Pour l'application des articles 9 et 12, il y a lieu d'entendre également par même fonction dans l'enseignement secondaire, en tenant compte de la distinction entre l'enseignement ordinaire de plein exercice, l'enseignement spécial et l'enseignement à horaire réduit :

— toute branche, telle que reprise à l'article 11 D, b de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 et à l'article 11, H, 2° de l'arrêté royal du 30 juillet 1975, située au même niveau d'enseignement qui ne répond à aucune des classifications précisées par les dispositions réglementaires en vigueur et qui est attribuée par le Pouvoir organisateur ou a été attribuée par le pouvoir organisateur durant une période ininterrompue de 6 mois au moins au cours des 5 années scolaires qui précèdent le moment où il est fait application de cette disposition, à un membre du personnel porteur du même titre de capacité que le membre du personnel à mettre en disponibilité.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la présente disposition ne s'applique pas si le membre du personnel qui enseigne la branche et qui doit céder son emploi par l'application des mesures préalables prévues ou par une réaffectation, peut justifier d'une compétence particulière. Justifié d'une compétence particulière pour conserver le cours qu'il enseigne, le membre du personnel temporaire qui :

— a dispensé ce cours pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et à la remise au travail, conformément à l'article 20;

— ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation.

Indépendamment de ce qui précède, le membre du personnel engagé à titre définitif n'est pas tenu d'accepter l'offre d'emploi dans la branche ou la fonction visée ci-dessus.

Dans ce cas, il notifie par écrit son refus au Pouvoir organisateur.

Art. 6. § 1er. Pour l'application des articles 9 et 10 la fonction de professeur de langues anciennes (latin-grec) dispensée aux degrés inférieur et/ou supérieur de l'enseignement secondaire est présumée s'exercer aux deux niveaux lorsque tous les titulaires de cette fonction au sein d'un établissement sont porteurs du titre requis.

§ 2. Dans les établissements où les titulaires de la fonction visée au § 1er ne sont pas tous porteurs du titre requis pour l'exercice de cette fonction, les mesures préalables à la mise en disponibilité et la mise en disponibilité elle-même s'effectuent par niveau. Toutefois les membres du personnel engagés à titre définitif qui sont porteurs du titre requis acquièrent le droit de récupérer dans l'autre niveau des cours de latin et de grec au détriment de membres du personnel porteurs ou non du titre requis à condition que ces derniers possèdent une ancienneté de service moins élevée.

CHAPITRE II. — Obligations des pouvoirs organisateurs

Section 1. — Notification des mises en disponibilités et des emplois vacants

Art. 7. § 1er Tout Pouvoir organisateur est tenu de notifier pour agrégation au service compétent du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, en la motivant, toute décision par laquelle il place un membre de son personnel en disponibilité au sens de l'article 2, § 2, premier tiret.

Cette notification qui signale le caractère de l'enseignement dispensé, doit être visée pour information, par le membre du personnel intéressé qui y formule ses remarques et y mentionne des réserves, s'il échet.

Elle est accompagnée d'une demande du membre du personnel visant à bénéficier d'une subvention-traitement d'attente.

La notification doit être adressée au service compétent par pli recommandé dans les quarante jours qui suivent la date à laquelle se produit la perte d'emploi.

Le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité.

§ 2. Le Ministre compétent ou son délégué agréé les mises en disponibilité qui s'effectuent suivant les règles fixées au présent arrêté. Aucune décision n'est agréée si elle est notifiée par le Pouvoir organisateur après le délai prévu au § 1er. Toutefois, le Ministre ou son délégué peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande dûment motivée, déroger à ce délai.

§ 3. Tout Pouvoir organisateur est tenu de notifier au service précisé au § 1er et selon les mêmes modalités les pertes partielles de charge. Le Ministre ou son délégué reconnaît les pertes partielles de charge.

§ 4. Les membres du personnel sont mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge au premier jour de la rentrée scolaire ou académique ou à la date à laquelle ils auraient repris leurs fonctions s'ils n'avaient pas été remplacés définitivement dans leurs emplois en application de la réglementation en vigueur en matière de disponibilité et de congé.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les mises en disponibilité sont prononcées au 1er octobre dans l'enseignement spécial, dans l'enseignement à horaire réduit, et dans l'enseignement secondaire ordinaire pour les situations générées par le comptage ou le recomptage à la date du 1er octobre.

§ 5. Les mises en disponibilité visant des prestations qui se situent au-delà d'une fonction à prestations complètes ne sont pas agréées.

§ 6. Sont susceptibles d'être agréées les mises en disponibilité qui découlent d'une diminution de la population scolaire ou qui sont la conséquence d'une décision prise par le Pouvoir organisateur concernant l'organisation de son enseignement, y compris la suppression d'un établissement, pour autant que cette suppression soit justifiée par l'application d'une mesure de rationalisation ou autorisée par le Gouvernement.

Art. 8. Tout Pouvoir organisateur est tenu de communiquer aux Commissions de réaffectation selon les modalités fixées par le Ministre :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge;

2° la liste des emplois occupés par les membres du personnel temporaire et qui ne sont pas soustraits à la réaffectation et à la remise au travail au sens de l'article 20;

3° le relevé des emplois définitivement vacants et vacants pour la durée de l'année scolaire au moins qu'il a attribués par remise au travail, ou par rappel provisoire à l'activité de service.

Section 2. — Mesures préalables à la mise en disponibilité

Art. 9. § 1er. Un Pouvoir organisateur ne place un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou ne le déclare en perte partielle de charge qu'après avoir, le cas échéant, parmi l'ensemble du personnel des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, et dans l'ordre indiqué :

1° réduit les prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction jusqu'au nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes;

2° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire;

3° mis fin aux prestations des membres de son personnel exerçant la même fonction qui ont atteint l'âge de 65 ans;

4° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires autres que ceux visés au 8° ci-après;

5° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur et qu'il a rappelés provisoirement en service;

6° mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il a rappelés provisoirement en service;

7° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur et qu'il a remis au travail;

8° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire prioritaire au sens de l'article 34 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

9° mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il a remis au travail;

10° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur et qu'il a réaffectés.

§ 2. Le membre du personnel qui, à la suite des mesures préalables visées ci-dessus, se voit attribuer par son Pouvoir organisateur un emploi définitivement vacant dans la même fonction telle que définie aux articles 3 à 6 du présent arrêté, est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

Section 3. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge

Art. 10. § 1er. Parmi les membres du personnel subventionné engagés à titre définitif et qui exercent une fonction à titre principal, est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge parmi les membres du personnel exerçant la même fonction dans l'établissement où se produit la perte d'emploi, celui qui possède l'ancienneté de service la plus réduite.

Pour l'application de l'alinéa précédent, c'est l'ancienneté de fonction qui est prise en considération dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service. En cas d'égalité d'ancienneté de service et d'ancienneté de fonction, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité.

§ 2. Lorsque les actes d'engagement à titre définitif sont formulés sans précision de niveau ou de spécificité, il y a lieu de se référer, pour déterminer qui doit être mis en disponibilité, aux attributions exercées par les membres du personnel au dernier jour de l'année scolaire précédente.

§ 3. Le membre du personnel est mis en disponibilité selon les modalités suivantes :

1° est mis en disponibilité l'agent qui possède l'ancienneté de service la moins élevée dans la fonction ou branche où il y a perte d'heures;

2° toutefois, si l'agent concerné est engagé à titre définitif dans plusieurs fonctions ou branches qu'il exerce ou qu'il a exercées pendant une durée ininterrompue de 6 mois au moins au cours des cinq années qui précèdent ou s'il possède le titre requis pour exercer une autre fonction, ou une autre branche, il doit récupérer des heures dans cette(ces) autre(s) fonction(s) ou branche(s) au détriment de membres du personnel comptant une ancienneté de service plus réduite, pour autant que ces fonctions ou branches :

- soient de la même catégorie;
- soient de même nature;
- soient situées au même niveau d'enseignement;
- procurent une rémunération au moins égale à celle qui est attribuée à la fonction perdue.

Il est procédé de la même manière qu'indiqué ci-dessus pour préciser qui, parmi les autres membres du personnel, doit être mis en disponibilité.

§ 4. Le membre du personnel qui, à la suite des opérations de mise en disponibilité, se voit attribuer par le Pouvoir organisateur un emploi définitivement vacant, pour lequel il n'est pas engagé à titre définitif, est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

Art. 11. § 1er. L'ancienneté de service visée à l'article 10 comprend tous les services rémunérés par la Communauté et rendus à titre temporaire ou définitif dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service.

§ 2. L'ancienneté de fonction visée à l'article 10 comprend tous les services rémunérés par la Communauté et rendus à titre temporaire ou définitif dans la fonction en cause dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service.

§ 3. L'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction sont calculées à partir de l'âge de 21 ans pour les membres du personnel auxiliaire d'éducation, de 23 ans pour les membres du personnel directeur et enseignant du niveau secondaire inférieur et de 25 ans pour les membres du personnel directeur et enseignant du niveau secondaire supérieur et du niveau supérieur suivant les modalités fixées à l'article 85 a, b, d, e, f, de l'article 39 c de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection dépendant de ces établissements.

§ 4. Dans les établissements où tous les professeurs de langues anciennes sont porteurs du titre requis, l'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction sont calculées à partir de l'âge de 25 ans.

Dans les établissements où les mises en disponibilité dans la fonction de professeurs de langues anciennes se font par niveau parce qu'un ou plusieurs titulaires ne sont pas porteurs du titre requis, l'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction sont calculées à partir de l'âge de 23 ans pour tous les professeurs de langues anciennes du degré inférieur et à partir de l'âge de 25 ans pour tous les professeurs de langues anciennes au degré supérieur.

Section 4. — Réaffectation

Art. 12. Dans l'enseignement secondaire ordinaire, la réaffectation s'effectue selon les règles précisées ci-après :

§ 1er. Le Pouvoir organisateur qui dispose d'un emploi vacant doit l'attribuer selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction.

2° à tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction dans un établissement qu'il a repris à un autre Pouvoir organisateur, en ce compris la reprise par une fusion d'établissements réalisée après le 1er octobre 1989;

3° à tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction dans un établissement appartenant au même centre d'enseignement.

Par centre d'enseignement, il faut entendre le centre d'enseignement tel que défini à l'article 3, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

§ 2. Les obligations précisées aux points 1° et 2° du § 1er ci-dessus sont limitées aux membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge dans les établissements appartenant à la même zone de réaffectation.

Les zones de réaffectation se composent au moins de deux centres d'enseignement secondaire, tels que déterminés par l'arrêté royal du 30 mars 1982, relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

§ 3. Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge plusieurs personnes dans la même fonction, le Pouvoir organisateur doit, pour l'application des obligations précisées au § 1er, 1° et 2° ci-dessus et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 4. Si les Pouvoirs organisateurs disposent de plusieurs emplois dans une même fonction, ils sont tenus de confier par priorité les emplois définitivement vacants, et à défaut d'une telle possibilité, les emplois temporairement vacants de la plus longue durée.

§ 5. L'obligation énoncée au § 4 s'impose également pour les réaffectations que doivent effectuer les Commissions zonales et la Commission centrale de réaffectation.

Art. 13. § 1er. Dans l'enseignement spécial, artistique et dans l'enseignement supérieur de type court, le Pouvoir organisateur qui dispose d'un emploi vacant doit l'attribuer selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction;

2° à tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction dans un établissement qu'il a repris à un autre Pouvoir organisateur, en ce compris la reprise par une fusion d'établissements.

Lorsqu'ils ont mis plusieurs personnes en disponibilité dans la même fonction, les Pouvoirs organisateurs doivent, pour l'application des dispositions reprises au 1° et au 2° ci-dessus, et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service, celle qui a la plus grande ancienneté de service et en cas d'égalité de l'ancienneté de service celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé. Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 2. Dans l'enseignement à horaire réduit, la réaffectation des membres du personnel s'effectue conformément aux dispositions de l'article 23 du décret du 3 juillet 1991, organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit.

Section 5. — Remise au travail

Art. 14. § 1er. Tout Pouvoir organisateur qui, après les opérations de réaffectation visées aux articles 12 et 13 compte encore un membre du personnel en disponibilité, doit le remettre au travail dans tout emploi vacant d'une fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel :

1° soit possède le titre requis;

2° soit a été engagé à titre définitif.

Il faut de plus qu'il ait exercé cette fonction durant une période ininterrompue de 6 mois au moins dans le courant des 5 années scolaires qui précèdent le moment de sa plus récente mise en disponibilité.

Le Pouvoir organisateur doit attribuer les emplois par remise au travail selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité;

2° à tout membre du personnel mis en disponibilité dans un établissement qu'il a repris à un autre Pouvoir organisateur, en ce compris la reprise par une fusion d'établissements réalisée après le 1er octobre 1989.

Les obligations précisées aux points 1° et 2° sont limitées, dans l'enseignement secondaire ordinaire, aux membres du personnel mis en disponibilité dans les établissements appartenant à la même zone de réaffectation.

En revanche, elles ne s'appliquent pas à l'égard des membres du personnel mis en disponibilité dans un établissement d'un autre Pouvoir organisateur faisant partie du même Centre d'Enseignement secondaire, tel que présenté à l'article 12, § 1er, 3°.

§ 2. Lorsqu'il a mis en disponibilité plusieurs personnes dans une même fonction, le Pouvoir organisateur doit, pour l'application des obligations précisées au § 1er, 1° et 2° ci-dessus et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 3. La disposition visée au § 1er n'est pas d'application pour l'attribution des cours de religion et de morale non confessionnelle.

Elle ne s'applique pas non plus dans l'enseignement non confessionnel pour l'attribution d'une autre fonction aux titulaires des fonctions de professeur de religion.

§ 4. La remise au travail ne peut conduire un Pouvoir organisateur à devoir confier ni à un membre du personnel à devoir accepter : - un emploi d'une fonction de sélection ou d'une fonction de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de recrutement;

— un emploi d'une fonction de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de sélection;

— un emploi d'une fonction de l'enseignement supérieur à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de l'enseignement secondaire.

Elle ne peut conduire non plus à l'obligation, pour le Pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel d'accepter, un emploi vacant dans l'enseignement spécial, dans l'enseignement de promotion sociale ou dans l'enseignement à horaire réduit.

Elle n'exclut cependant pas de telles possibilités, moyennant accord des parties.

La présente disposition s'applique à tous les enseignements visés par le présent arrêté.

Section 6. — Reconduction des réaffectations et des remises au travail

Art. 15. § 1er. Les réaffectations et les remises au travail effectuées au cours d'une année scolaire par les Pouvoirs organisateurs ou à l'initiative des Commissions de réaffectation sont reconduites l'année scolaire suivante.

§ 2. La charge reconduite du membre du personnel réaffecté ou remis au travail sera étendue d'office par le Pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible et jusqu'à concurrence du nombre de périodes faisant l'objet d'une mise en disponibilité.

§ 3. La reconduction d'une réaffectation ou d'une remise au travail cessera ses effets à partir du moment où :

1° le titulaire de l'emploi est de retour si la réaffectation est temporaire;

2° le membre du personnel a été engagé à titre définitif dans un emploi vacant auprès du Pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou auprès d'un autre Pouvoir organisateur;

3° le Pouvoir organisateur qui a accueilli le membre du personnel réaffecté ou remis au travail doit satisfaire à l'une des obligations reprises ci-après :

— faire appel à tout membre du personnel qu'il a mis lui-même en disponibilité dans la même fonction;

— faire appel à tout membre du personnel mis en disponibilité dans la même fonction dans un établissement qu'il a repris à un autre Pouvoir organisateur;

4° la Commission de réaffectation centrale aura, à la demande du Pouvoir organisateur ou du membre du personnel, mis fin à la réaffectation ou à la remise au travail du membre du personnel suivant les conditions et modalités fixées par le Ministre compétent;

5° le membre du personnel réaffecté ou remis au travail remplit les conditions pour bénéficier d'un nouvel engagement à titre définitif dans sa nouvelle fonction et qu'il n'utilise pas la faculté qui lui est offerte de répondre positivement à une offre d'engagement à titre définitif lancée par le Pouvoir organisateur où il a été réaffecté ou remis au travail.

Toutefois, la disposition visée à l'alinéa 1er ne s'applique pas au membre du personnel remis au travail dans une fonction qui lui procurerait une rémunération inférieure en cas d'engagement à titre définitif et aussi longtemps qu'il est impossible de procéder à la réaffectation de ce membre du personnel.

6° Le membre du personnel ne souscrit pas ou ne respecte pas les obligations reprises aux articles 14 et 21 du décret du 1er février 1993 précité.

§ 4. Il peut également être mis fin à la reconduction d'une réaffectation ou d'une remise au travail de commun accord ou en cas de faute grave.

CHAPITRE III. — *Rappel provisoire en service des membres du personnel*

Art. 16. Tout Pouvoir organisateur qui n'a pu réaffecter ou remettre au travail un membre de son personnel peut le rappeler provisoirement en service, au sens de l'article 2, § 5 :

— au sein du même établissement;

— au sein des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, et, dans l'enseignement secondaire ordinaire, dans l'un de ses établissements appartenant au même centre d'enseignement secondaire.

Art. 17. Dans l'enseignement secondaire ordinaire, le Pouvoir organisateur peut notamment :

§ 1er. confier à un membre du personnel engagé à titre définitif au degré inférieur, qu'il a mis en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter ou remettre au travail :

1° un emploi vacant dans la quatrième année d'études faisant partie du degré supérieur, dans la fonction ou les branches que ce membre du personnel est habilité à enseigner dans le degré où il est engagé à titre définitif sur base d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A tel que prévu dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 précité;

2° un emploi vacant au 3e degré de l'enseignement secondaire professionnel de type 1, au cycle supérieur de l'enseignement secondaire professionnel de type 2, dans une fonction de professeur de cours généraux ou de cours spéciaux dans les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est engagé à titre définitif sur base d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A.

§ 2. Confier à tout membre du personnel engagé à titre définitif au degré supérieur qu'il a mis en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter ou remettre au travail, un emploi vacant au 2e degré de l'enseignement secondaire de type 1 dans les années d'études faisant partie du degré inférieur ou dans les troisième, quatrième et cinquième années d'études du cycle inférieur de l'enseignement secondaire de type 2 dans la fonction ou les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est engagé à titre définitif sur base d'un titre requis ou jugé suffisant du groupe A.

§ 3. Confier, avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter ou remettre au travail, tout emploi vacant dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède le titre jugé suffisant du groupe A, ou toute fonction de recrutement de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation pour laquelle l'intéressé est porteur du titre requis.

Art. 18. § 1er. Les dispositions précisées à l'article 17 s'appliquent également à tout Pouvoir organisateur qui, avec l'accord de l'agent concerné et de son Pouvoir organisateur, rappellera provisoirement en service un agent mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur.

§ 2. Les fonctions ou branches attribuées par rappel provisoire en service n'ouvrent pas d'office le droit à un engagement à titre définitif dans cette autre fonction.

CHAPITRE IV. — *Octroi d'une subvention-traitement d'attente*

Art. 19. § 1er. Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut total d'emploi bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente dans les mêmes conditions que dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. Les membres du personnel en perte partielle de charge conservent à leur demande et sans limitation de durée le bénéfice de la subvention-traitement liée aux prestations qu'ils exerçaient avant d'être déclarés en perte partielle de charge.

§ 3. Tout membre du personnel réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service, retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité par défaut total d'emploi, même en cas de réaffectation, de remise au travail ou de rappel provisoire en service partiel.

§ 4. Tout membre du personnel réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service dans une fonction qui lui procure une rémunération supérieure à celle dont il bénéficiait auparavant, obtiendra, en plus de la subvention-traitement précisée ci-dessus, une allocation selon des modalités fixées, selon le cas, par l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990, pris en application du décret du 12 juillet 1990 ou par l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion.

§ 5. Le temps pendant lequel un membre du personnel est réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service dans l'enseignement subventionné ou dans l'enseignement organisé par la Communauté française est suspensif du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente visée au § 1er, même en cas de réaffectation, de remise au travail ou de rappel provisoire en service partiels. Les vacances d'été sont comprises dans la période visée à l'alinéa 1er pour les membres du personnel réaffectés ou remis au travail, rappelés provisoirement en service dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

§ 6. Les membres du personnel engagés à titre définitif dans une des fonctions de sélection visées à l'article 6 C points 11 et 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 précité conservent à concurrence des prestations dont ils étaient chargés, le bénéfice du statut pécuniaire attaché à un engagement à titre définitif lorsque l'établissement où ils sont en fonction cesse par modification de structure, d'être une école moyenne d'application.

CHAPITRE V. — *Emplois soustraits à la réaffectation et à la remise au travail*

Art. 20. § 1er. Aucun emploi dont il est question au § 2 ne peut être soustrait à la réaffectation ni à la remise au travail que doivent assurer le Pouvoir organisateur ainsi que les Pouvoirs organisateurs de centre d'enseignement secondaire en vertu de la présente réglementation.

§ 2. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VII les emplois occupés par les membres du personnel qui remplissent les conditions suivantes :

— comptabiliser, à l'issue de l'année scolaire qui précède, 720 jours de service acquis dans l'enseignement libre subventionné, répartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées à l'article 47, § 1er, 2° et §§ 2 et 3 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement libre subventionné;

— 240 jours au moins sur les 720 requis doivent avoir été accomplis dans une fonction de la catégorie en cause;

— de plus, 240 jours au moins sur les 720 requis doivent avoir été rendus auprès du Pouvoir organisateur.

Ces 240 jours doivent être répartis sur deux années scolaires au moins.

CHAPITRE VI. — Droits et obligations des membres du personnel en disponibilité

Art. 21. § 1er. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge est tenu d'accepter une réaffectation jusqu'à concurrence du nombre de périodes perdues et quel que soit le nombre d'établissements dans lesquels il est appelé à effectuer ses prestations si l'emploi lui est offert :

1° par le Pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité ou l'a déclaré en perte partielle de charge;

2° par le Pouvoir organisateur qui a repris l'établissement où ce membre du personnel est mis en disponibilité ou a été déclaré en perte partielle de charge;

3° dans l'enseignement secondaire ordinaire, par tout Pouvoir organisateur d'un établissement du même réseau qui fait partie du même Centre d'Enseignement Secondaire.

Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un établissement situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité et qui serait offerte à plus de 25 kms du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement cet emploi.

§ 2. Tout membre du personnel mis en disponibilité, déjà réaffecté dans les conditions précisées ci-dessus ou encore à réaffecter, qui exerce des fonctions dans trois établissements au moins et qui assume un ensemble de prestations égal à 75 % au moins du nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes peut décliner toute charge supplémentaire qui lui est offerte en réaffectation :

— soit par un Pouvoir organisateur autre que ceux précisés au § 1er ainsi que par les Commissions zonale ou centrale de réaffectation;

— soit qui ne se situe pas sur le territoire de la même commune.

§ 3. Les dispositions énoncées aux § 1 et 2 s'appliquent également aux remises au travail, étant entendu que celles-ci ne sont effectuées qu'à défaut de réaffectation.

§ 4. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doit notifier son acceptation ou son refus motivé par pli recommandé au Pouvoir organisateur et à la Commission de réaffectation compétente dans un délai de 10 jours calendriers à dater de la notification de sa réaffectation ou de sa remise au travail.

En cas de refus jugé sans motif valable par la Commission, elle sera démise de ses fonctions conformément à l'article 71, 6° du décret du 1er février 1993 précité après épuisement du recours éventuel prévu à l'article 22, § 2, 4°.

La décision de la Commission précitée est notifiée par pli recommandé à la personne intéressée.

L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions.

§ 5. Toute personne en disponibilité par défaut total d'emploi ou en perte partielle de charge, qui n'a pu être réaffectée, remise au travail ou rappelée provisoirement en service doit se tenir à la disposition du Pouvoir organisateur qui l'a mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge jusqu'à concurrence du nombre de périodes correspondant aux prestations qu'elle exerçait avant d'être mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge pour l'exercice de tâches fixées ou approuvées par le Ministre.

L'exercice des tâches précisées ci-dessus ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

Par ailleurs, lorsque la subvention-traitement d'attente du membre du personnel en disponibilité par défaut total d'emploi est réduite à un certain pourcentage, le nombre de périodes de prestations est réduit à due concurrence.

§ 6. Un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement d'attente correspondant aux prestations qui font l'objet de sa mise en disponibilité ou de sa perte partielle de charge.

Cette suspension qui peut être totale ou partielle est signifiée par écrit au Pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des mises en disponibilité.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de remise au travail sauf si le Pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou qui a repris l'établissement où ce membre du personnel a été mis en disponibilité dispose d'un emploi définitivement vacant de la même fonction.

Dans ce cas, le Pouvoir organisateur est tenu de lui attribuer cet emploi.

La suspension porte sur la durée de l'année scolaire ou sur la période qui reste à couvrir de cette année scolaire quand la mise en disponibilité est agréée dans le courant de l'année scolaire.

Elle peut être renouvelée au début d'une année scolaire ultérieure et le cas échéant, modifiée quant au volume des prestations, selon les mêmes modalités que celles précisées ci-dessus.

§ 7. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut total d'emploi peut être réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service par son Pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service. Pendant cette période, il se trouve de plein droit dans la position administrative de l'activité de service.

§ 8. Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester.

Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert. Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire sauf accord des deux Pouvoirs organisateurs.

CHAPITRE VII. — *Organes de réaffectation*

Art. 22. § 1er. Il est créé auprès du Ministre de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, une Commission centrale de réaffectation. La composition et les règles de fonctionnement de la Commission centrale sont fixées par le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement libre dans ses attributions.

§ 2. La Commission centrale de réaffectation a pour mission :

1° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité, soit en procédant à des désignations d'office dans tous les niveaux d'enseignement, soit en entérinant les réaffectations effectuées par les Pouvoirs organisateurs et les Commissions zonales de réaffectation visés à l'article 23;

2° de remettre au travail selon la même procédure que celle définie ci-dessus, les membres du personnel en disponibilité, en attendant qu'ils puissent être réaffectés;

3° de statuer sur les demandes de non-reconduction des réaffectations et remises au travail visées à l'article 15, § 3, 4°;

4° de statuer, au nom du Ministre, sur les recours introduits par les Pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel ou sur des situations particulières nées de l'application du présent arrêté;

5° de rappeler en service un membre du personnel enseignant dans une fonction de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation.

Art. 23. § 1er. Dans chaque zone visée à l'article 12, § 2, il est institué dans l'enseignement secondaire ordinaire, une Commission zonale de réaffectation pour l'enseignement libre confessionnel subventionné et une Commission zonale de réaffectation pour l'enseignement libre non confessionnel subventionné.

Le règlement d'ordre intérieur qui en fixe leur composition et leur fonctionnement fait l'objet d'une proposition soumise à l'approbation du Ministre ayant le statut des personnes de l'enseignement libre subventionné dans ses attributions.

§ 2. Les Commissions zonales de réaffectation ont pour mission de réaffecter et de remettre au travail les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi et en perte partielle de charge, soit en procédant à des désignations d'office, soit en entérinant les réaffectations et les remises au travail opérées par les Pouvoirs organisateurs.

Elles connaissent également des recours introduits contre les désignations d'office et qui répondent aux conditions évoquées à l'article 21, § 1er, alinéa 2, § 3 et § 4.

Elles ne peuvent en aucun cas émettre des considérations d'ordre pédagogique.

Elles obtiennent avant les réunions, les documents administratifs qui leur permettent de siéger en pleine connaissance de cause et de vérifier notamment l'existence des emplois vacants.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 24. § 1er. Le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel qu'il recruterait ou maintiendrait en fonction contrairement aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. La subvention-traitement de toute personne recrutée ou maintenue en fonction dans un emploi à la vacance duquel la Commission de réaffectation compétente a été invitée à pourvoir, conformément à l'article 8. 2° et 3°, n'est plus octroyée au plus tard 10 jours après l'acceptation de l'emploi offert par le candidat désigné par la Commission précitée.

Art. 25. Pour les catégories de personnel visées à l'article 1er, § 1er, 4°, l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné est abrogé en ce qui concerne les niveaux d'enseignement secondaire ordinaire et spécial et d'enseignement supérieur de type court.

Art. 26. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Bruxelles, le 28 août 1995:

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 95 — 3001

28 AUGUSTUS 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet van 22 december 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, gewijzigd bij decreten van 22 december 1994 en 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs, verstrekt in de vrije gesubsidieerde inrichtingen voor middelbaar of normaalonderwijs, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering dd. 10 november 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering dd. 1 februari 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 31 maart 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de lagere normaalscholen waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 30 april 1970;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen waar het Frans de onderwijstaal is;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, leraar technische vakken (andere specialiteiten) en leraar beroepspraktijk (andere specialiteiten) in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke athenea waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden, vereist om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, de lagere graad van de koninklijke athenea en lycea, de afdelingen lager secundair technisch en vakonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling ter zake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 28 augustus 1995,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op :

1° de inrichtende machten van de vrije gesubsidieerde inrichtingen voor kleuter- en lager onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs;

2° de subsidieerbare betrekkingen in die inrichtingen;

3° de gesubsidieerde personeelsleden van die inrichtingen die een hoofdamt met al dan niet volledige prestaties uitoefenen en vast benoemd zijn, behalve voor artikel 9, § 1, 2°;

4° de categorieën :

— bestuurs- en onderwijzend personeel;

— opvoedend hulppersoneel;

— psychologisch, sociaal en paramedisch personeel van het buitengewoon onderwijs.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities :

§ 1. maatregelen voor de terbeschikkingstelling : alle maatregelen bepaald in artikel 5 die de terbeschikkingstelling van een vast personeelslid voorkomen.

§ 2. terbeschikkingstelling :

— de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, voortvloeiend uit de volledige afschaffing van een betrekking met al dan niet volledige prestaties;

— het gedeeltelijk verlies van een opdracht door de vermindering van het aantal lestijden in de opdracht van een personeelslid. Wanneer "terbeschikkingstelling" niet nader gepreciseerd wordt, heeft ze betrekking op beide voormelde gevallen.

§ 3. reëffectatie : de terugroeping in dienst van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een definitief vacante betrekking van hetzelfde ambt, bedoeld in de artikelen 3 tot 6. Als hij teruggeroepen wordt in een tijdelijk vacante betrekking, dan is de reëffectatie tijdelijk.

In afwijking van het 1e lid wordt in het secundair onderwijs met reëffectatie gelijkgesteld de toestand bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het besluit van de Executieve dd. 31 augustus 1992, ter uitvoering van het decreet van 24 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan.

§ 4. Wedertewerkstelling : onverminderd artikel 14, §§ 2 en 3, de terugroeping van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt dat niet voldoet aan de definitie van "hetzelfde ambt" (artikelen 3 tot 6), tot dezelfde categorie behoort, en waarvoor hij :

1. het vereiste bewijs bezit;
2. of vast geworven is.

Ook moet hij dat ambt zonder onderbreking uitgeoefend hebben, zonder onderbreking, gedurende ten minste 6 maanden in de 5 schooljaren vóór zijn recentste terbeschikkingstelling.

§ 5. Voorlopige terugroeping in dienst :

1° de terugroeping in dienst van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt dat niet voldoet aan de definitie van "hetzelfde ambt" (artikelen 3 tot 6) en waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs niet bezit;

2° de terugroeping van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt van een andere categorie waarvoor hij het vereiste bewijs bezit;

§ 6. Vacante betrekking : betrekking die voldoet aan een van onderstaande definities :

1° definitief vacante betrekking : elke betrekking die niet toegewezen is aan een vast geworven personeelslid, subsidieerbaar is en waarvoor een weddetoelage aangevraagd is.

2° tijdelijk vacante betrekking : elke betrekking waarvan de titularis vast geworven is en momenteel niet fungeert voor ten minste 10 werkdagen, of die opgericht is tot het einde van het schooljaar.

§ 7. Ambt : elke subsidieerbare activiteit met (on)volledige prestaties, in een onderwijsinrichting uitgeoefend door een personeelslid in een categorie vermeld in artikel 1, § 1, 4. Leerkrachten kunnen die activiteit uitoefenen in een of meer vakken.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van de artikelen 9 tot 13 is "hetzelfde ambt" in het secundair onderwijs, rekening houdend met het onderscheid tussen voltijds onderwijs, buitengewoon onderwijs en onderwijs met beperkt leerplan :

1° het ambt bepaald bij :

— het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 5 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

— het besluit van de Executieve dd. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

— het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in technische instituten om het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 31 maart 1991;

— het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 24 mei 1977;

— het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de lagere normaalscholen waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 30 april 1970;

— het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen, waar het Frans de onderwijstaal is;

— het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, leraar technische vakken (andere specialiteiten) en leraar beroepspraktijk (andere specialiteiten) in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke athenea waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

— het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden, vereist om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, de lagere graad van de koninklijke athenea en lycea, de afdelingen lager secundair technisch en vakonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

2° voor het bestuurs- en onderwijzend personeel :

a) elk ambt of elk vak in een ambt, voor de uitoefening of het onderwijs waarvan het personeelslid vast geworven is, mits hij :

— dit ambt uitoefent of dat vak onderwijst;

— of het onderwezen of uitgeoefend heeft gedurende ten minste 6 maanden zonder onderbreking, in de 5 schooljaren vóór het ogenblik waarop deze bepaling toepasselijk is.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt een onderscheid gemaakt tussen het beroepsoponderwijs en de andere onderwijsvormen als het personeelslid in dat ambt benoemd is op grond van een bekwaamheidsbewijs vermeld in artikel 11, B, 1 "Bijzondere bepalingen voor de lager secundaire beroepsscholen en -leergangen" en D "bijzondere bepalingen voor de hoger secundaire en aanvullende secundaire beroepsscholen en -leergangen" van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende bekwaamheidsbewijzen in gesubsidieerde inrichtingen voor secundair, technisch en beroepsoponderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt ook een onderscheid gemaakt tussen de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer en de andere lessen.

In dat geval moeten de inrichtende machten geen uitbreiding toekennen van het aanvankelijk aan het personeelslid toegewezen aantal lestijden godsdienst of niet-confessionele zedenleer, en moet het personeelslid die uitbreiding niet aanvaarden. De uitbreiding moet echter gebeuren als beide partijen het daarmee eens zijn;

b) elk ambt of vak waarvoor het personeelslid het vereiste bewijs bezit.

Die bepaling geldt niet voor de toewijzing van lessen godsdienst of niet-confessionele zedenleer, noch in de niet-confessionele inrichtingen voor de toewijzing van een ander ambt aan de titularissen van de ambten van leraar godsdienst of niet-confessionele zedenleer;

3° voor de toepassing van de artikelen 9 tot 13 impliceert "hetzelfde ambt" dat het gaat om een ambt :

— van dezelfde categorie : bestuurs- en onderwijzend personeel; opvoedend hulppersoneel; psychologisch personeel; sociaal personeel; paramedisch personeel;

— van dezelfde aard : wervings-, selectie- of bevorderingsambt;

— van hetzelfde niveau voor het bestuurs- en onderwijzend personeel (lager of hoger secundair) behalve voor leraars oude talen met het vereiste bewijs;

— dat een bezoldiging verschaff die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verliest, al zijn dezelfde prestaties niet vereist om beide ambten met volledige prestaties uit te oefenen.

Voor de toepassing van de artikelen 9 tot 13 verstaat men ook onder "hetzelfde ambt" in het hoger onderwijs van het korte type :

1° het ambt bepaald in voormeld besluit van de Executieve dd. 2 oktober 1968;

2° voor het bestuurs- en onderwijzend personeel :

— elk ambt of elk vak in een ambt, voor de uitoefening of het onderwijs waarvan het personeelslid vast geworden is, mits hij :

— dit ambt uitoefent of dat vak onderwijst;

— of het onderwezen of uitgeoefend heeft gedurende ten minste 6 maanden zonder onderbreking, in de 5 schooljaren vóór het ogenblik waarop die bepaling toepasselijk is.

3° voor de toepassing van de artikelen 9 tot 13 impliceert "hetzelfde ambt" dat het gaat om een ambt :

— van dezelfde categorie : bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel;

— van dezelfde aard : wervings-, selectie- of bevorderingsambt;

— van hetzelfde niveau voor het bestuurs- en onderwijzend personeel (HOKT);

— dat een bezoldiging verschaff die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verliest, al zijn dezelfde prestaties niet vereist om beide ambten met volledige prestaties uit te oefenen.

Art. 4. § 1. In afwijking van artikel 3 worden de selectieambten in een oefenschool die deze hoedanigheid verliest wegens een structuurwijziging, gelijkgesteld met wervingsambten.

§ 2. Selectieambten in het middelbaar en technisch normaalonderwijs worden ingedeeld bij de wervingsambten.

Art. 5. § 1. Voor de toepassing van de artikelen 9 en 12 verstaat men ook onder "hetzelfde ambt", in het secundair onderwijs, rekening houdend met het onderscheid tussen gewoon voltijds onderwijs, buitengewoon onderwijs en onderwijs met beperkt leerplan :

— elk vak vermeld in artikel 11 D, b van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 en in artikel 11, H, 2° van het koninklijk besluit van 30 juli 1975, op hetzelfde niveau, dat niet ingedeeld is door de vigerende reglementsbevestigingen en toegewezen wordt door de inrichtende macht of toegewezen werd door de inrichtende macht gedurende 6 maanden, zonder onderbreking, in de 5 aan de toepassing van deze bepaling voorafgaande schooljaren, aan een personeelslid met hetzelfde studiebewijs als het ter beschikking te stellen personeelslid.

§ 2. In afwijking van § 1 geldt deze bepaling niet als het personeelslid dat het vak onderwijst en zijn betrekking moet afstaan ingevolge voorafgaande maatregelen of een reffectatie, een bijzondere bekwaamheid aantoon.

Het tijdelijk personeelslid dat het bewuste vak gegeven heeft gedurende de tijd die nodig is om de betrekking aan reffectatie en wedertewerkstelling te onttrekken, overeenkomstig artikel 20, of dat, bij gemis van die anciënniteit, van een specifieke of aanvullende vorming kan doen blijken, door een stuk opgemaakt door de instelling die de opleiding verstrekte, toont aan dat het een bijzondere bekwaamheid bezit om het vak te blijven onderwijzen.

Afgezien van wat voorafgaat moet een vast personeelslid geen betrekking aanvaarden in bovenbedoeld vak of ambt. Zijn eventuele weigering deelt hij schriftelijk mee aan de inrichtende macht.

Art. 6. § 1. Voor de toepassing van de artikelen 9 en 10 wordt het ambt van leraar oude talen (Latijn-Grieks) in de lagere en/of hogere graad van het secundair onderwijs geacht op beide niveaus uitgeoefend te worden wanneer alle titularissen van dat ambt in een inrichting het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten.

§ 2. Voor de leraar oude talen (Latijn-Grieks) in inrichtingen waar de titularissen van dat ambt niet allemaal het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten, gelden de maatregelen vóór de terbeschikkingstelling en de terbeschikkingstelling zelf per niveau.

De vaste personeelsleden die het vereiste studiebewijs bezitten, krijgen echter het recht, in het andere niveau lessen Latijn of Grieks terug te winnen ten nadele van personeelsleden die al dan niet het vereiste studiebewijs bezitten, mits dezen minder dienstanciënniteit tellen.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de inrichtende machten*

Afdeling 1. — Mededeling van de terbeschikkingstelling en van de vacante betrekkingen

Art. 7. § 1. Elke inrichtende macht moet de bevoegde dienst van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap elke beslissing tot terbeschikkingstelling van een personeelslid, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 1e streepje, ter goedkeuring voorleggen met de motivering ervan.

Die mededeling moet de aard van het onderwijs vermelden en moet, voor kennisgeving, ondertekend worden door het betrokken personeelslid, dat er eventueel opmerkingen te kennen geeft.

Bij de mededeling gaat de aanvraag van het personeelslid om een wachtweddetoelage te genieten.

De mededeling wordt aan de bevoegde dienst gericht als aangetekende brief, binnen de 40 dagen na het verlies van de betrekking.

De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid waarvan ze de terbeschikkingstelling niet meedeelt.

§ 2. De bevoegde Minister of zijn gemachtigde aanvaardt de terbeschikkingstelling die volgens de in dit besluit bepaalde regels geschied is.

Een beslissing die na de in § 1 bepaalde termijn meegedeeld is door de inrichtende macht, wordt niet aanvaard.

De Minister of zijn gemachtigde kan van die termijn afwijken in uitzonderlijke omstandigheden en op met redenen omklede aanvraag.

§ 3. Elke inrichtende macht moet de in § 1 bedoelde dienst, op dezelfde wijze, elk gedeeltelijk verlies van opdracht meedelen. Dit verlies wordt door de Minister of zijn gemachtigde aanvaard.

§ 4. De personeelsleden worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of verliezen een gedeelte van hun opdracht op de 1e dag van het school- of academiejaar of op de datum waarop zij hun functie zouden hervat hebben als ze in hun betrekking niet definitief vervangen waren krachtens de reglementering inzake terbeschikkingstelling en verlof.

In afwijking van het 1e lid wordt de terbeschikkingstelling uitgesproken op 1 oktober in het buitengewoon onderwijs, het onderwijs met beperkt leerplan, en het gewoon secundair onderwijs voor de toestanden die het gevolg zijn van de (her)telling op 1 oktober.

§ 5. De terbeschikkingstelling voor prestaties boven een ambt met volledige prestaties wordt niet aanvaard.

§ 6. Aanvaardbaar is de terbeschikkingstelling ten gevolge van de daling van de schoolbevolking of van een beslissing van de inrichtende macht betreffende de organisatie van haar onderwijs, met inbegrip van de afschaffing van een inrichting, gewettigd door de toepassing van een rationalisatiemaatregel of toegelaten door de Regering.

Art. 8. Elke inrichtende macht moet de reffectatiecommissies, op de wijze die de Minister bepaalt :

1. de lijst meedelen van de personeelsleden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een gedeelte van hun opdracht verloren hebben, alsook

2. de lijst van de betrekkingen, bekleed door tijdelijken die niet onttrokken zijn aan reffectatie en wedertewerkstelling bedoeld in artikel 20, en

3. de lijst van de definitief vacante betrekkingen en van de ten minste voor de duur van het schooljaar vacante betrekkingen, die ze toegewezen heeft door wedertewerkstelling of voorlopige terugroeping in dienst.

Afdeling 2. — Maatregelen vóór de terbeschikkingstelling

Art. 9. Een inrichtende macht stelt een personeelslid pas ter beschikking, zoals bepaald in artikel 2, § 2, nadat ze in voorkomend geval, in geheel het personeel van haar inrichtingen op het grondgebied van dezelfde gemeente, in onderstaande volgorde :

1° de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen, verminderd heeft tot het vereiste aantal lestijden voor een ambt met volledige prestaties;

2° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt als bijambt uitoefenen;

3° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en 65 jaar zijn;

4° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als tijdelijken niet bedoeld in 8° hierna;

5° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn en die ze voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

6° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft en voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

7° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld werden en die ze wedertewerkgesteld heeft;

8° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden bedoeld in artikel 34 van voormeld decreet van 1 februari 1993;

9° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld werden en die ze wedertewerkgesteld heeft;

10° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld werden en die ze gereffecteerd heeft.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk verlies van opdracht

Art. 10. § 1. Onder de gesubsidieerde personeelsleden die vast benoemd zijn en een hoofdamt uitoefenen, wordt degene ter beschikking gesteld, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, die de kleinste dienstanciënniteit heeft onder hen die hetzelfde ambt uitoefenen in de inrichting waar de betrekking verloren gaat.

De ambtsanciënniteit geldt wanneer er gelijke dienstanciënniteit is.

Als verschillende personeelsleden dezelfde dienst- en ambtsanciënniteit hebben, wordt het jongste ter beschikking gesteld.

"Hetzelfde ambt" is het ambt bepaald in artikel 2, § 3.

§ 2. Als de benoemingsakten geen niveau of specifieke vakken vermelden, steunt men op 'de ambtsbevoegdheden van de personeelsleden op de laatste dag van het vorige schooljaar om te bepalen wie ter beschikking gesteld wordt

§ 3. Het personeelslid wordt ter beschikking gesteld als volgt :

1° hij die de kleinste dienstanciënniteit heeft en het ambt of vak waar uren verloren gaan, wordt ter beschikking gesteld.

2° als hij vast geworven is in verschillende ambten of vakken en ze uitoefent of uitgeoefend heeft gedurende ten minste 6 maanden, zonder onderbreking, in de 5 voorgaande jaren of als hij voor een ander ambt of vak het vereiste studiebewijs bezit, dan moet hij in die ambten of vakken uren terugwinnen ten nadele van personeelsleden met minder dienstanciënniteit, mits die andere ambten of vakken :

— tot dezelfde categorie behoren;

— van dezelfde aard zijn;

— tot hetzelfde niveau behoren, voor het bestuurs- en onderwijzend personeel;

— een bezoldiging bezorgen die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht verloren heeft.

Op dezelfde wijze wordt bepaald welk ander personeelslid ter beschikking gesteld wordt.

§ 4. Het personeelslid aan wie, ten gevolge van de terbeschikkingstellingen, de inrichtende macht een vacante betrekking toewijst waarvoor hij nog niet vast geworven is, wordt onmiddellijk, ongeacht de datum, vast in dat ambt geworven.

Art. 11. § 1. De dienstanciënniteit bedoeld in artikel 10 omvat alle door de Franse Gemeenschap bezoldigde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

§ 2. De ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 10 omvat alle in het betrokken ambt verstrekte en door de Franse Gemeenschap bezoldigde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

§ 3. De dienst- en ambtsanciënniteit wordt berekend vanaf 21 jaar voor het opvoedend hulppersoneel, 23 jaar voor het bestuurs- en onderwijzend personeel in het LSO en 25 jaar voor het bestuurs- en onderwijzend personeel in het HSO en het hoger onderwijs, op de wijze bepaald in artikel 85 a t/m f en in artikel 39 c van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die ervan afhangen, en van de leden van de inspectiedienst.

§ 4. In inrichtingen waar alle leraars oude talen het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten, worden de dienst- en de ambtsanciënniteit berekend vanaf 25 jaar.

Waar de terbeschikkingstelling in dat ambt per niveau gebeurt omdat niet alle titularissen dat bewijs bezitten, worden dienst- en ambtsanciënniteit berekend vanaf 23 jaar voor alle leraars oude talen in de lagere graad en vanaf 25 jaar voor alle leraars oude talen in de hogere graad.

Afdeling 4. — Reaffectatie en voorlopige terugroeping in dienst

Art. 12. § 1. In het gewoon secundair onderwijs moet de inrichtende macht in de reaffectatie voorzien volgens onderstaande regels :

§ 2. De inrichtende macht die over een vacante betrekking beschikt moet ze volgens onderstaande prioriteitsregels toewijzen :

1° aan elk personeelslid dat ter beschikking gesteld is of een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft in hetzelfde ambt;

2° aan elk personeelslid, door haar ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of dat een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft in hetzelfde ambt, in een inrichting die ze van een andere inrichtende macht overgenomen heeft, met inbegrip van de overnemingen door fusie na 1 oktober 1989;

3° aan elk personeelslid, dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld is of een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft in hetzelfde ambt, in een inrichting van dezelfde scholengemeenschap, bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

§ 2. De verplichtingen sub 1° en 2° van § 1 gelden enkel voor personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld zijn of een gedeelte van hun opdracht verloren hebben in inrichtingen van dezelfde reaffectatiezone.

Reaffectatiezones omvatten ten minste 2 secundaire scholengemeenschappen, bepaald bij koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen en houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het secundair onderwijs met volledig leerplan.

§ 3. Wanneer verschillende personeelsleden door de inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn of een gedeelte van hun opdracht verloren in hetzelfde ambt, moet ze bij de toepassing van de in § 1, 1° en 2° bedoelde verplichtingen, met inachtneming van de bepaalde prioriteitsregeling, degene terug in dienst roepen die de grootste dienstanciënniteit heeft of, bij gelijke dienstanciënniteit, degene die de grootste ambtsanciënniteit heeft.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit heeft het oudste personeelslid voorrang.

Deze verplichting geldt alleen voor wervingsambten.

§ 4. Als de inrichtende machten over verschillende betrekkingen in één ambt beschikken, moeten ze de definitief vacante betrekkingen definitief toewijzen of, als zulks niet mogelijk is, de voor de langste duur tijdelijk vacante betrekkingen.

§ 5. De verplichting sub § 4 geldt ook voor reaffectaties via de zonale reaffectatiecommissies en de centrale reaffectatiecommissie.

Art. 13. § 1. In het buitengewoon onderwijs, het kunstonderwijs en het HOKT moet de inrichtende macht die over een vacante betrekking beschikt, ze volgens onderstaande prioriteitsregeling toewijzen :

1° aan elk personeelslid dat in hetzelfde ambt door haar ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking of een gedeelte van zijn opdracht verloor

2° aan elk personeelslid dat in hetzelfde ambt ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking of een gedeelte van zijn opdracht verloor, in een inrichting die ze van een andere inrichtende macht heeft overgenomen, met inbegrip van de overneming door fusie.

§ 2. De inrichtende macht die verschillende personen in één ambt ter beschikking gesteld heeft en niet kon reaffecteren, moet ze, voor de toepassing van 1° en 2°, terug in dienst roepen volgens de bepaalde prioriteitsregeling;

Ze moet degene terug in dienst roepen die de grootste dienstanciënniteit heeft of, bij gelijke dienstanciënniteit, degene die de grootste ambtsanciënniteit heeft.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit heeft het oudste personeelslid voorrang.

§ 2. In het onderwijs met beperkt leerplan gebeurt de reaffectatie overeenkomstig artikel 23 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan.

Afdeling 5. — Wedertewerkstelling

Art. 14. § 1. Elke inrichtende macht die in de reaffectatie bedoeld in de artikelen 12 en 13, nog een personeelslid ter beschikking heeft, moet hem weder tewerkstellen in elke vacante betrekking van een ambt van dezelfde categorie waarvoor hij :

1° het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, of

2° vast geworven werd.

Bovendien moet hij dat ambt gedurende ten minste 6 maanden zonder onderbreking uitgeoefend hebben in de 5 schooljaren vóór zijn jongste terbeschikkingstelling.

De inrichtende macht moet de betrekkingen door wedertewerkstelling toewijzen in onderstaande volgorde :

1° aan elk personeelslid dat ze ter beschikking gesteld heeft

2° aan elk personeelslid dat ze ter beschikking gesteld heeft in een van een andere inrichtende macht overgenomen school, met inbegrip van de overneming door fusie na 1 oktober 1989.

De verplichtingen sub 1° en 2° gelden in het gewoon secundair onderwijs enkel voor personeelsleden, ter beschikking gesteld in inrichtingen van dezelfde reffectatiezone. Ze gelden niet voor hen die ter beschikking gesteld zijn in een school van dezelfde inrichtende macht in dezelfde scholengemeenschap, bedoeld in artikel 12, § 1, 3°.

§ 2. De inrichtende macht die verschillende personen in hetzelfde ambt ter beschikking gesteld heeft, moet voor de toepassing van § 1, 1° en 2°, volgens de gestelde prioriteitsregeling, degene die de grootste dienstanciënniteit heeft, en bij gelijke dienstanciënniteit die met de grootste ambtsanciënniteit terug in dienst roepen.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit krijgt het oudste personeelslid voorrang.

Die verplichting geldt enkel voor wervingsambten.

§ 3. Het bepaalde in § 1 geldt niet voor de toewijzing van lessen godsdienst of niet-confessionele zedenleer, noch, in het niet-confessioneel onderwijs, voor de toewijzing van een ander ambt aan de titularissen van een ambt van godsdienstleraar.

§ 4. De wedertewerkingstelling kan er niet toe leiden dat een inrichtende macht een selectie- of bevorderingsambt moet toewijzen aan een, in een wervingsambt wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid, of een bevorderingsambt aan een wegens ontstentenis van betrekking in een selectieambt ter beschikking gesteld personeelslid, of een ambt in het hoger onderwijs van het korte type zou moeten toewijzen aan een in het secundair onderwijs wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid. Evenmin kan een personeelslid verplicht worden een al dan niet vacante betrekking te aanvaarden in het buitengewoon onderwijs of in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, noch de inrichtende macht verplicht worden, ze hem toe te wijzen.

Die mogelijkheden vereisen de instemming van beide partijen.

Deze bepaling geldt voor alle onderwijsvormen waarop dit besluit toepasselijk is.

Afdeling 6. — Verlenging van de reffectatie

Art. 15. § 1. De reffectaties, in een schooljaar verricht door de inrichtende machten of op initiatief van de reffectatiecommissies, worden voor het volgende schooljaar verlengd.

§ 2. De verlenging van de opdracht van het gereffecteerd personeelslid wordt van ambtswege uitgebreid door de inrichtende macht wanneer een verlenging van de prestaties mogelijk is en tot beloop van het aantal lestijden waarvoor een terbeschikkingstelling geldt.

§ 3. Aan reffectatie of wedertewerkingstelling komt een einde :

1° bij de terugkeer van de titularis van de betrekking; als de reffectatie tijdelijk is;

2° als het personeelslid vast geworven is in een vacante betrekking door de inrichtende macht die hem ter beschikking gesteld had of bij een andere inrichtende macht;

3° als de inrichtende macht die hem via reffectatie of wedertewerkingstelling opgenomen heeft :

— een beroep moet doen op elk personeelslid dat ze in datzelfde ambt ter beschikking stelde;

— een beroep moet doen op elk personeelslid dat in datzelfde ambt ter beschikking gesteld is in een van een andere inrichtende macht overgenomen school.

4° als de centrale reffectatiecommissie, op verzoek van de inrichtende macht of van het personeelslid aan de reffectatie of wedertewerkingstelling een einde maakt op de wijze en voorwaarden die de bevoegde Minister bepaalt.

5° als het personeelslid de voorwaarden vervult voor een nieuwe vaste werving in zijn nieuw ambt maar de mogelijkheid niet benut om gevolg te geven aan het aanbod tot vaste werving, uitgaande van de inrichtende macht waarbij hij gereffecteerd of wedertewerkinggesteld is.

Het 1e lid geldt niet wanneer de betrokkene wedertewerkinggesteld is in een ambt dat hem bij vaste werving een lagere bezoldiging zou verschaffen en zolang hij niet gereffecteerd kan worden.

6° als het personeelslid de verplichtingen gesteld bij de artikelen 14 en 21 van voormeld decreet van 1 februari 1993 niet aanvaardt of niet naleeft.

§ 4. Aan de verlenging van een reffectatie of wedertewerkingstelling kan ook een einde gemaakt worden in gemeen overleg of bij zware tekortkoming.

HOOFDSTUK III. — Voorlopige terugroeping in actieve dienst

Art. 16. § 1. Elk inrichtende macht die een van haar ter beschikking gestelde personeelsleden niet kon reffecteren, kan hem voorlopig terug in dienst roepen :

— in dezelfde inrichting;

— in de inrichtingen die ze op het grondgebied van dezelfde gemeente organiseert en, in het gewoon secundair onderwijs, in een van haar inrichtingen in dezelfde scholengemeenschap.

Art. 17. In het gewoon secundair onderwijs kan de inrichtende macht o.m. :

§ 1. Aan een vast geworven personeelslid in de lagere graad, die ze ter beschikking stelde en niet kon reffecteren noch wedertewerkingstellen, een vacante betrekking toewijzen :

1° in het 4e jaar in de hogere graad, in het ambt of de vakken die dat personeelslid mag onderwijzen in de graad waar hij vast geworven is op grond van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A, bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 30 juli 1975;

2° in de 3e graad van het secundair beroepsonderwijs van type 1, in de hogere cyclus van het secundair beroepsonderwijs van type 2, in een ambt van leraar algemene of bijzondere vakken, in vakken die dat personeelslid mag onderwijzen in de graad waar hij vast geworven is op grond van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A.

§ 2. Aan een vast geworven personeelslid in de hogere graad, die ze ter beschikking stelde en niet kon reffecteren noch wedertewerkingstellen, een vacante betrekking toewijzen in de 2e graad van het secundair onderwijs van type 1 in de leerjaren van de lagere graad of in het 3e, 4e en 5e jaar van de lagere graad van het secundair onderwijs van type 2, in het ambt of de vakken die dat personeelslid mag onderwijzen in de graad waar hij vast geworven is op grond van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs.

§ 3. Aan een personeelslid dat ze ter beschikking stelde en niet kon reffecteren noch wedertewerkingstellen, met zijn instemming een vacante betrekking toewijzen in een ander ambt van dezelfde categorie, waarvoor dat personeelslid een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A bezit, of elk wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel, waarvoor de betrokkene het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit.

Art. 18. § 1. Artikel 17 geldt ook voor elke inrichtende macht die, met de instemming van het personeelslid en van diens inrichtende macht, een door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld personeelslid voorlopig terug in dienst roept.

§ 2. De bij voorlopige terugroeping toegewezen ambten of vakken geven niet van ambtswege recht op een vaste werving in dat andere ambt.

HOOFDSTUK III. — *Toekenning van een wachtweddetoelage*

Art. 19. § 1. De personeelsleden die wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld, genieten op hun verzoek een wachtweddetoelage onder dezelfde voorwaarden als in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs.

§ 2. De personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verliezen, bewaren, op hun verzoek en zonder duurbeperking, het voordeel van de weddetoelage, verbonden aan de prestaties die zij uitoefenden voordat zij hun opdracht gedeeltelijk verloren.

§ 3. Elk gereffecteerd of wedertewerkgesteld personeelslid krijgt opnieuw de weddetoelage voor actieve dienst die overeenstemt met de prestaties die hij genoot vóór zijn terbeschikkingstelling wegens totale ontstentenis van betrekking, zelfs in geval van gedeeltelijke reffectatie of gedeeltelijke wedertewerkstelling.

§ 4. Elk personeelslid dat gereffecteerd of wedertewerkgesteld wordt in een ambt dat hem een hogere bezoldiging verschaft dan die welke hij vroeger genoot, verkrijgt, naast de bovenvermelde weddetoelage, een toelage volgens de voorwaarden vastgesteld, naar gelang van het geval, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 11 september 1993, genomen ter uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 12 juli 1993, of door het koninklijk besluit dd. 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijks-onderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

§ 5. De tijd gedurende welke een personeelslid gereffecteerd of wedertewerkgesteld is in het gesubsidieerd of in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs schorst de terbeschikkingstellingstijd voor de berekening van de in § 1 bedoelde wachtweddetoelage, zelfs in geval van gedeeltelijke reffectatie of van gedeeltelijke wedertewerkstelling.

De zomervakantie is begrepen in de in lid 1 vermelde periode voor de in een gesubsidieerd ambt met onbepaalde duur gereffecteerde of wedertewerkgestelde personeelsleden.

§ 6. De personeelsleden in vast verband aangeworven in één van de selectieambten bedoeld in artikel 6 C, punten 11 en 12, van bovenvermeld besluit bewaren ten belope van de prestaties waarmee zij belast waren, het voordeel van het geldelijk statuut verbonden aan hun benoeming wanneer de inrichting waar zij onderwijzen, door structuurwijziging ophoudt een middelbare oefenschool te zijn.

HOOFDSTUK V. — *Betrekkingen onttrokken aan reffectatie en wedertewerkstelling*

Art. 20. § 1. Geen enkele betrekking waarvan sprake in § 2 mag aan reffectatie en wedertewerkstelling onttrokken worden waarvoor de inrichtende macht alsmede de inrichtende machten van de scholengemeenschap voor secundair onderwijs krachtens deze regeling moeten zorgen.

§ 2. Moeten niet aan de door haar in hoofdstuk VI bedoelde reffectatiecommissie aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die :

— op het einde van het voorgaande schooljaar 720 dienstdagen telden in het gesubsidieerd vrij onderwijs, gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 47, § 1, 2°, en §§ 2 en 3 van het decreet dd. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

— minstens 240 dagen op de vereiste 720 dagen moeten in een ambt van de betrokken categorie volbracht zijn;

— bovendien moeten minstens 240 dagen op de vereiste 720 dagen bij de inrichtende macht gepresteerd zijn.

Deze 240 dagen moeten over minstens twee schooljaren gespreid zijn.

HOOFDSTUK VI. — *Rechten en verplichtingen van het ter beschikking-gestelde personeel*

Art. 21. § 1. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld werd zoals bedoeld in artikel 2, § 2, is ertoe gehouden een reffectatie te aanvaarden ten belope van het aantal verloren lestijden, wat het aantal ook moge wezen van de inrichtingen waar hij zijn prestaties zal moeten verstrekken, indien de betrekking hem wordt aangeboden :

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld of verklaarde dat hij zijn opdracht gedeeltelijk verloren had;

2° door de inrichtende macht die de inrichting heeft overgenomen waar dat personeelslid ter beschikking werd gesteld of waar hij zijn opdracht gedeeltelijk verloor;

3° in het gewoon secundair onderwijs door elke inrichtende macht van een inrichting van hetzelfde net, die deel uitmaakt van dezelfde scholengemeenschap voor secundair onderwijs.

Dit personeelslid mag echter een betrekkingaanbod in een inrichting gelegen in een andere gemeente dan die waarin hij ter beschikking werd gesteld, van de hand wijzen wanneer dit aanbod gebeurt op meer dan 25 km afstand van de woonplaats van het personeelslid en voor hem een verplaatsingsduur van meer dan 4 uur per dag tot gevolg zou hebben, wanneer deze verplaatsing gebeurt met het gemeenschappelijk vervoer.

Later mag hij echter geen aanspraak maken op die betrekking.

§ 2. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld en reeds gereffecteerd werd onder de hierboven gepreciseerde omstandigheden of nog moet worden gereffecteerd, zijn ambt uitoefent in minstens drie inrichtingen of vestigingen en een geheel van prestaties uitoefent gelijk aan minstens 75 % van het aantal vereiste lestijden voor een ambt met volledige prestaties, mag elke bijkomende opdracht van de hand wijzen die hem als reffectatie wordt aangeboden.

— door een andere inrichtende macht dan die vermeld in § 1, alsmede door de zonecommissies of de centrale reffectatiecommissie;

— of die niet gelegen is op het grondgebied van dezelfde gemeente.

§ 3. De in § 1 en in § 2 vermelde bepalingen gelden ook voor de wedertewerkstelling, mits deze slechts bij ontstentenis van reffectatie gebeurt;

§ 4. Elke persoon wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld of die zijn opdracht gedeeltelijk heeft verloren, moet zijn aanvaarding of zijn gemotiveerde weigering per aangetekende brief aan de inrichtende macht en aan de bevoegde reffectatiecommissie mededelen binnen een termijn van tien kalenderdagen te rekenen van de datum van zijn reffectatie of wedertewerkstelling;

Als de weigering door de commissie als ongegrond wordt beschouwd, wordt bedoelde persoon uit zijn ambt ontzet overeenkomstig artikel 71, 6° van bovenvermeld decreet dd. 1 februari 1993, na het eventueel beroep bedoeld in artikel 22, § 2, van dit besluit.

De beslissing van voormelde commissie wordt per aangetekende brief aan de betrokkene bekendgemaakt.

Het indienen van beroep schort voor het personeelslid de verplichting niet op om zijn ambt waar te nemen.

§ 5. Elke persoon die wegens totale ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht ter beschikking werd gesteld en die niet kon gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden, moet ter beschikking staan van de inrichtende macht die haar ter beschikking gesteld heeft of haar een deel van haar opdracht deed verliezen ten belope van het aantal lestijden dat overeenstemt met de prestaties die hij uitvoerende voor de terbeschikkingstelling of voor het gedeeltelijk verlies van opdracht, om door de Minister vastgestelde of goedgekeurde taken uit te voeren.

Het uitvoeren van bovenvermelde taken mag echter niet tot het handhaven van de betrekking in het opgeheven ambt leiden.

Als de wachtweddetoelage van het wegens ontstentenis van betrekking non-actief personeelslid beperkt is tot een bepaald percentage, wordt het aantal lestijden in dezelfde mate verminderd.

§ 6. Een personeelslid dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht, mag, op eigen verzoek, tijdelijk zijn recht schorsen op de wachtweddetoelage die overeenkomt met de prestaties die het voorwerp zijn van zijn terbeschikkingstelling of gedeeltelijk verlies van opdracht.

Deze schorsing, die volledig of gedeeltelijk kan zijn, wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de inrichtende macht en door haar toedoen aan het bevoegde bestuur overgezonden bij het mededelen van de terbeschikkingstellingen.

In dat geval is de inrichtende macht ertoe gehouden voormeld personeelslid die betrekking toe te wijzen.

Deze schorsing slaat op de duur van het schooljaar of op het deel ervan dat nog moet gedekt worden wanneer de terbeschikkingstelling in de loop van het schooljaar wordt erkend.

Ze mag bij het begin van een later schooljaar worden hernieuwd en zonodig gewijzigd wat de omvang van de prestaties betreft, onder dezelfde voorwaarden als hierboven.

§ 7. Een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, kan gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden door zijn inrichtende macht, ongeacht de duur van deze terugroeping.

Gedurende die periode staat hij van rechtswege in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 8. Indien een betrekking definitief vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bezet, is hij ertoe gehouden deze nieuwe betrekking te aanvaarden.

Hij mag echter zijn ambt pas na afloop van het schooljaar waarnemen, behoudens akkoord van beide inrichtende machten.

HOOFDSTUK VII. — Reaffectatieorganen

Art. 22. § 1. Bij het "Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation" worden een centrale reaffectatiecommissie en regionale reaffectatiecommissies in het leven geroepen.

De samenstelling en de werkingsregels van de centrale commissie worden vastgesteld door de Minister die bevoegd is voor het statuut der personeelsleden van het vrij onderwijs.

§ 2. De centrale reaffectatiecommissie heeft als opdracht :

1° de ter beschikking gestelde personeelsleden te reaffecteren, door aanstellingen van ambtswege in alle onderwijsniveaus uit te voeren, of door bekrachtiging van de door de inrichtende machten en de in artikel 23 bedoelde zonecommissies uitgevoerde reaffectaties;

2° volgens dezelfde procedure als hierboven, de ter beschikking gestelde personeelsleden weder tewerk te stellen in afwachting dat ze kunnen worden gereffecteerd;

3° te oordelen over de aanvragen om niet-verlenging van de in artikel 15, § 3, 4° bedoelde reaffectaties en wedertewerkstellingen;

4° namens de minister te oordelen over de door de inrichtende machten of de personeelsleden ingediende beroepen of over bijzondere situaties ontstaan ten gevolge van de toepassing van dit besluit;

5° een lid van het onderwijzend personeel in dienst terug te roepen in een ambt van de categorie opvoedend hulp personeel.

Art. 23. § 1. In elke in artikel 12, § 2, bedoelde zone worden in het gewoon secundair onderwijs een zonecommissie voor reaffectatie voor het vrij gesubsidieerd confessioneel onderwijs en een zonecommissie voor reaffectatie voor het vrij gesubsidieerd niet-confessioneel onderwijs in het leven geroepen.

Het huishoudelijk reglement dat de samenstelling en de werking ervan bepaalt is het voorwerp van een voorstel dat aan de Minister, bevoegd voor het statuut van de personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, ter goedkeuring wordt voorgelegd.

§ 2. De zonecommissies voor reaffectatie hebben als opdracht de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden en de personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk hebben verloren, te reaffecteren en weder tewerk te stellen door aanstellingen van ambtswege of door de door inrichtende machten uitgevoerde reaffectaties en wedertewerkstellingen te bekrachtigen.

Ze nemen eveneens kennis van beroepen, tegen van ambtswege uitgevoerde aanstellingen ingediend, die aan de in artikel 21, § 1, lid 2, § 3 en § 4 vermelde voorwaarden beantwoorden.

Ze mogen in geen geval opvoedkundige bedenkingen uitspreken.

Vóór de vergaderingen krijgen ze de administratieve documenten die het hen mogelijk maken met kennis van zaken zitting te hebben en inz. het bestaan van vacante betrekkingen na te gaan.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en opheffingsbepalingen

Art. 24. § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid dat ze zou werven of in dienst zou houden in strijd met de bepalingen van dit besluit.

§ 2. De weddetoelage van elke aangeworven of in dienst gehouden persoon in een betrekking in de vacatuur waarvan de bevoegde reaffectatiecommissie verzocht werd te voorzien, overeenkomstig artikel 8, 2° en 3°, wordt uiterlijk tien dagen na aanvaarding van de aangeboden betrekking door de door bovenvermelde commissie aangestelde kandidaat, niet meer toegekend.

Art. 25. Voor de personeelscategorieën, bedoeld in artikel 1, 4° wordt het koninklijk besluit dd. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs opgeheven in verband met het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs en het hoger onderwijs van het korte type.

Art. 26. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 27. Dit besluit treedt op 1 september 1995 in werking.
Brussel, 28 augustus 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 95 — 3002

[S - C - 29574]

**13 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la création, à la composition et aux attributions
des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment les articles 85 et 94;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 avril 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 1995;

Vu le protocole de négociation du Comité des services publics provinciaux et locaux, section 2, donné le 21 avril 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 1995;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 5 septembre 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Composition et fonctionnement des Commissions paritaires locales

Article 1er. Il est créé une Commission paritaire locale auprès de chaque pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 2. Les Commissions paritaires locales sont composées de six ou de neuf représentants des pouvoirs organisateurs et de six ou de neuf représentants des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, selon qu'elles sont respectivement instituées dans les Communes de moins de 75 000 habitants ou de 75 000 habitants ou plus.

Les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel sont représentés également par neuf membres chacun pour les Commissions paritaires locales instituées au niveau des Provinces et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

La Commission paritaire locale instituée au sein des autres pouvoirs organisateurs relevant des pouvoirs publics se compose de six membres représentant le pouvoir organisateur et de six membres représentant les membres du personnel.

Art. 3. La répartition des sièges entre les organisations représentatives des membres du personnel est décidée de commun accord au sein de chaque Commission paritaire locale.

A défaut d'accord entre les organisations représentatives du personnel, il est procédé à un comptage du nombre d'affiliés en vue de démontrer la représentativité de chacune d'elles au sein du pouvoir organisateur concerné.

Le contrôle est effectué par des mandataires désignés à cette fin par les organes communautaires des centrales syndicales concernées.

En toute hypothèse, chaque organisation représentative des membres du personnel compte au minimum un représentant au sein des Commissions paritaires locales.

Art. 4. Le renouvellement des Commissions paritaires locales s'effectue tous les six ans.

En cours de mandat, les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives des membres du personnel peuvent modifier leur délégation.

Ils en informent préalablement les membres de la Commission précitée.

Au terme de trois années, une organisation représentative des membres du personnel peut faire la demande d'un recomptage du nombre d'affiliés. Ce recomptage peut entraîner une nouvelle répartition du nombre de sièges au sein des organisations représentatives des membres du personnel.

Art. 5. Les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives du personnel peuvent désigner des membres suppléants dont le nombre ne peut excéder le nombre de membres effectifs dévolu au pouvoir organisateur et à chaque organisation représentative du personnel.

Les membres suppléants ne siègent qu'en l'absence des membres effectifs.